

Un regard sur la politique africaine de Nicolas Sarkozy dans le pré carré francophone

Sonia Le Gouriellec, Université Paris Descartes¹

Introduction

De nombreuses études tentent d'analyser l'évolution de la politique africaine de la France. Elles mettent l'accent sur les changements constatés d'un gouvernement à l'autre et problématisent sur le paradoxe du changement et de la continuité ou une déclinaison : la rupture et la permanence². En fin de mandat nous pouvons commencer à tirer un premier bilan de la présidence de Nicolas Sarkozy élu en 2007. Malgré les soupçons qui ont pesé sur le nouveau gouvernement, la France souhaite rester en Afrique, d'ailleurs les enjeux n'ont guère varié depuis la décolonisation :

- L'Afrique est un levier d'influence à l'ONU et dans les grandes institutions internationales en général, elle lui permet de consolider la position française;
- Elle lui permet l'accès à des matières premières dans des pays riches en matière première et dépendants de l'exportation de quelques produits de base bruts (agricoles

1 □ Sonia Le Gouriellec est Doctorante en Sciences Politiques et chargée d'enseignement à l'Université Paris Descartes, membre des Jeunes Chercheurs de l'IRSEM et de l'Alliance Géostratégique (AGS).

2 □ Numéros spéciaux : *Modern and Contemporary France*, vol.13, n°1, février 2005 ; *Politique africaine* « Sortir du pacte colonial », n°105, mars 2007 ; CHAFER Tony, « French African Policy in Historical Perspective » in *Journal of Contemporary African Studies*, vol.19, n°2, juil.2001, pp.168-182 ; OMBALLA Magelan, « La politique africaine de la France : ruptures et continuités » in *Questions internationales*, n°5, janv.-fév. 2004, pp.54-65 ; HUGON Philippe, « Où en est-on de la « Françafrique » ? » in *Revue internationale et stratégique*, 2010/1, n° 77, pp.163-168

et miniers). On pense à l'uranium nigérien, les minerais mauritaniens, le gaz nigérien...

- Elle est le principal vecteur de la francophonie, et elle peut favoriser la diffusion de la culture française. La France dispose ainsi de 129 Alliances Françaises en Afrique réparties dans 38 pays.
- Les ressortissants français y sont en grand nombre³; les intérêts économiques français y sont importants.

Des évolutions sont tout de même perceptibles entre les différents gouvernements et depuis le début des années 1990 nous pouvons discerner plusieurs politiques. D'abord une politique volontariste et attentive de courte durée explicitée dans le discours de la Baule en 1990⁴ ; puis une politique plus transparente mais qui prend la forme d'un désengagement ou d'une rupture, à partir de 1997 et illustrée par la formule « ni ingérence, ni indifférence » (L. Jospin); une politique qui se cherche et qui hésite entre l'influence et l'attentisme, dès 2002, soutenue par la doctrine « accompagner sans dicter » (D. de Villepin) ; et depuis 2007 une politique de rupture et d'ouverture hors du champ traditionnel marquée par la prépondérance des intérêts économiques et le désir de multilatéraliser les opérations. D'où l'ouverture vers les pays anglophones. Au dernier sommet Afrique-France à Nice, en mai, le Sud-Africain Jacob Zuma et le Nigérien Goodluck Jonathan étaient particulièrement choyés. Les visites de N. Sarkozy du premier ministre F. Fillion sont partagées entre les pays du pré carré francophone (Niger, Tchad, Sénégal, Gabon, Congo, Cameroun) et les leaders régionaux (Nigéria, Afrique du Sud, Angola)⁵.

3 □ Selon le ministère des Affaires étrangères et européennes : le nombre de Français établis en Afrique subsaharienne serait passé de 116 102 en 2007 à 126 771 en 2009.

4 □ Le XVI^{ème} Sommet France-Afrique s'est tenu en juin 1990 à La Baule. Le discours a été prononcé en introduction de ce Sommet.

5 □ Les chefs d'Etat mauritanien, béninois, nigérien, camerounais ont effectué des visites officielles en France depuis 2007. Le ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner s'est rendu plusieurs fois au

Cet article se propose d'analyser les trois premières années de la présidence de N. Sarkozy au regard de la perception qu'en ont eu les pays francophones d'Afrique souvent décrits comme faisant parti du « pré-carré » français.

Un candidat mal aimé

Dès la campagne présidentielle le candidat N.Sarkozy a affirmé sa volonté de rupture afin de se démarquer de son prédécesseur Jacques Chirac issu du même parti. Ainsi à Cotonou en mai 2006, N. Sarkozy a appelé à « *définitivement tourner la page des complaisances, des officines, des secrets et des ambiguïtés* ». Sa campagne aborde le sous-continent par des aspects proches des électeurs : notamment l'immigration chère au ministre de l'Intérieur qu'il était alors, tandis que sa concurrente socialiste, Ségolène Royal, privilégie le développement, l'environnement et le rôle des femmes. Or l'« immigration choisie » est perçue en Afrique comme une provocation. De fait lors de la campagne présidentielle le futur président pâtissait de cette politique, de même son rôle dans les émeutes de banlieues en 2005 lui enlevait toute popularité alors que la plupart des médias populaire soutenait Ségolène Royal (enfance africaine dans une banlieue de Dakar).

Par ailleurs, le candidat Sarkozy mettait en avant son côté « nouvelle génération de dirigeants » et donc sa relation libérée de toute culpabilité postcoloniale et une franchise revendiquée: *«Permettez-moi de vous parler très franchement, comme on ne le fait sans doute pas assez*

Rwanda, en R.D.C., au Tchad, au Burkina Faso et au Mali, il a pu également se rendre en Ethiopie, à Djibouti, au Soudan, au Congo, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Sénégal.

- 6 Nicolas Sarkozy, «Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, sur la démocratie au Bénin et sur l'établissement de nouvelles relations entre la France et l'Afrique», Cotonou, 19 mai 2006, [en ligne], consulté le 11 novembre 2010, <http://discours.vie-publique.fr/notices/063001811.html>

*souvent entre Français et Africains*⁷) N. Sarkozy voulait donner un nouveau souffle à la politique française, même s'il est politiquement actif depuis presque trente ans.

Il est un nouveau visage en Afrique et ses fonctions antérieures (maire de Neuilly-sur-Seine, ministre du budget, ministre de l'intérieur...) ne l'ont pas amené à se déplacer sur le continent et à créer des réseaux ou des contacts d'autant que les relations entre présidents sont essentielles même s'il le conteste : *"Les relations entre des Etats modernes ne peuvent pas dépendre de la seule qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat"*. Pourtant les Présidents successifs de la V^{ème} République ont toujours considéré que la politique étrangère de la France faisait partie de leur domaine réservé et que les affaires africaines relèvent directement de leur responsabilité quelque soit sa tendance politique. Ainsi, le 22 juin 1983 François Mitterrand à Yaoundé tire un premier bilan de sa présidence : *«Il n'y a pas de hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après. Si la méthode a changé, l'objectif est resté»*. Théoriquement l'élection de 2007 devait mener au pouvoir une génération de politiciens nés pendant la colonisation, en pratique l'intérêt de cette nouvelle génération pour le continent est à débattre.

Si Nicolas Sarkozy critique les réseaux françafricains pendant sa campagne, il juge néanmoins l'action de la France en Afrique globalement positive : *«Je crois pouvoir dire qu'aucun pays du Nord ne porte autant d'attention à l'Afrique que la France. Aucune nation n'a autant à cœur la stabilité, le développement, la réussite des pays du continent africain. [...] La relation entre l'Afrique et la France, l'Afrique et l'Europe doit s'affirmer comme l'un des principaux axes de stabilité de la planète et comme un exemple pour la relation Nord-Sud.*¹⁰»

7 □Ibid

8 Le 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale : « Sarkozy: sa politique étrangère », in L'Express, 28 février 2007, [en ligne] consulté le 10 août 2010, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sarkozy-sa-politique-etrangere_463192.html

9 P.MARCHESIN, « Mitterrand l'Africain », in *Politique africaine*, n°58, juin 1995, p.9

10 □« Intervention de M. Nicolas SARKOZY, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, sur le thème du partenariat entre l'Afrique et la France dans le domaine du

Son style dynamique plaît aux Américains mais bouscule les anciennes élites africaines au pouvoir depuis des décennies : 1982 pour Paul Biya (Cameroun), 1987 pour Blaise Compaoré (Burkina Faso), 1991 pour Idriss Déby Itno (Tchad), 2000 pour Abdoulaye Wade (Sénégal), 1999 pour Ismael Omar Guelleh (Djibouti), de 1979 à 1992 et depuis 1997 pour Denis Sassou-Nguesso (Congo)... En outre pour Philippe Hugon : « *la décolonisation tardive est source de ressentiments qui ne sont pas en phase avec le volontarisme du président*¹¹ ».

Deux discours de « rupture » qui inquiètent

Deux événements importants ont marqués les débuts du nouveau président sur la scène politique africaine. D'abord le discours de Dakar qui a déclenché une vague d'hostilité sur le continent. En effet, dans un discours rédigé par son conseiller spécial Henri Guaino et prononcé dans un amphithéâtre de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar le 26 juillet 2007, le président de la République a présenté l'Africain comme un homme prisonnier de sa culture, marqué par l'irrationalité et l'incapacité d'envisager le futur : « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire (...). Jamais il ne s'élance vers l'avenir (...). Dans cet univers où la nature commande tout (...), il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès.* ¹²»

Alors que l'auditoire attendait un discours de rupture, l'annonce d'une renaissance des relations franco-africaines et d'une repentance coloniale, il a entendu un discours paternaliste et culturaliste. Pour Achille Mbembe, Camerounais, professeur de sciences politiques et d'histoire à l'Université de Witwatersrand de Johannesburg : « *Dans sa «franchise» et sa*

développement, à Bamako, au Mali », 18 mai 2006, [en ligne], consulté le 10 août 2010, http://www.interieur.gouv.fr/misill/sections/le_ministre/interventions/archives-sarkozy-2005-2007/18-05-2006-deplacement-mali

11 □ HUGON, Philippe, « Où en est-on de la « Françafrique » ? », *Revue internationale et stratégique*, 1/2010, n°77, p. 163.

12 Nicolas Sarkozy, « Discours à l'Université de Dakar », 26 juillet 2007, [en ligne], consulté le 10 août 2010, <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/discours-a-l-universite-de-dakar.8264.html?search=Dakar&xtmc=dakar&xcr=1>

«sincérité», Nicolas Sarkozy révèle au grand jour ce qui, jusqu'à présent, relevait du non-dit, à savoir que (...) l'armature intellectuelle qui sous-tend la politique africaine de la France date de la fin du XIXe siècle». Selon lui les « élites dirigeantes françaises » ont une vision « mi-bucolique, mi-cauchemardesque » de l'Afrique faite d' « une communauté de souffrants prostrés dans un hors-monde » et d'ajouter que si ce discours avait été traduit en anglais il ne manquerait pas « de causer des controverses bien plus soutenues compte tenu des traditions de nationalisme, de panafricanisme et d'afrocentrisme plus ancrées chez les Africains anglophones que chez les francophones¹³ ».

Les protestations ne se sont pas faites attendre : l'ancienne ministre malienne de la culture, Aminata Traoré, a publié en janvier 2008 « L'Afrique humiliée », suivi en février de « L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar » rédigé par un collectif d'intellectuels africains et en juin « L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire » dirigé par Jean-Pierre Chrétien et Achille Mbembe.

De plus la défiance du continent pour le nouveau président est entretenue par la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, l'un des engagements forts de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy et qui a suscité un véritable tollé tant sur le continent qu'en France. Chargé de mettre en œuvre la politique d'«immigration choisie» promue par la loi du 24 juillet 2006, ce ministère avait pour mission, entre autres, de définir des plafonds annuels d'entrées, et des quotas d'immigration par régions, de durcir les conditions du regroupement familial et de mettre en place des tests ADN... Ces mesures combinées au durcissement des conditions de séjour et d'obtention de visa ainsi qu'à la montée de l'extrême droite en France depuis 2002 et le rôle qu'a pu jouer Nicolas Sarkozy dans les émeutes de banlieues en 2005 ont changé la perception qu'avaient les Africains de la patrie des droits de l'homme. Face à ces réactions courroucées, Nicolas Sarkozy a proposé en mai 2006 à son auditoire béninois de coopérer afin de gérer ces problématiques : « *Le terme immigration choisie a été beaucoup caricaturé et utilisé à des fins de polémique. (...) Quand je parle d'immigration choisie, c'est une immigration choisie aussi bien par le pays d'origine que par le pays de*

13 □ Achille Mbembe, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », *Africultures*, 1^{er} août 2007, [en ligne], consulté le 10 août 2010, <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=article&no=6784>

destination. Immigration choisie veut dire immigration régulée, organisée entre les pays d'origine et les pays de destination¹⁴ ».

Néanmoins comme le signal Philippe Hugon « *beaucoup de ruptures sont de l'ordre du symbolique et du discours* » ainsi après son élection :

- Il supprime la cellule africaine de l'Elysée symbole emblématique de la nature particulière des relations franco-africaines ;
- Nomme le populaire Bernard Kouchner au ministère des Affaires étrangères ;
- Jean-Marie Bockel, « ministre de l'ouverture », à la Coopération ;
- Et Rama Yade, née au Sénégal, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Droits de l'homme.

Pourtant trois ans après le bilan est mitigé :

- Bernard Kouchner n'aurait pas d'influence. L'Elysée¹⁵ et Claude Guéant en particulier centralisent toutes les décisions ;
- Jean-Marie Bockel qui clamait en août 2007 vouloir la mort de françafrique : « *Le pré-carré n'existe plus !¹⁶* », « *je veux signer l'acte de décès de la Françafrique¹⁷* », a été congédié. Dès le lendemain le Conseil des ministres du Gabon dénonce « *un cliché méprisant faisant des Etats africains de vulgaires mendiants sollicitant sans fin l'aumône de la France* » ;
- En juin 2009, le secrétariat d'Etat aux droits de l'homme est supprimé.

Ces mesures sont toutes de l'ordre du symbolique car les contacts du nouveau Président restent liés aux pratiques passés comme en atteste sa décision de décorer au grade de

14 Discours de Nicolas Sarkozy à Cotonou le 19 mai 2006.

15 « M. Ruffin : « Le Quai d'Orsay ne pèse plus rien dans les affaires africaines » », in *Le Monde*, 7 juillet 2010.

16 Elise Colette & Philippe Perdrix, « Jean-Marie Bockel. « Le Président, l'ouverture, l'Afrique et moi » », in *Jeune Afrique*, 5-11 août 2007, p.28-30.

17 Entretien au Monde le 16 janvier 2008 : « Jean-Marie Bockel : « Je veux signer l'acte de décès de la « Françafrique » ».

chevalier de la légion d'honneur Robert Bourgi dès le mois de septembre 2007¹⁸ alors qu'il voulait quelques mois plus tôt *en finir avec «les réseaux d'un autre temps», les «émissaires officiels qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent», les «réseaux officiels qui ont fait tant de mal par le passé»*. De même ses liens avec Charles Pasqua ou Patrick Balkany (ce dernier faisait parti du premier voyage officiel du président en juillet 2007). Par ailleurs dans une interview au Monde le 7 juillet 2010, Jean-Christophe Ruffin, ancien ambassadeur de France au Sénégal dénonçait *« la proximité qu'il y avait à la fois avec l'Élysée et avec un certain nombre d'intermédiaires qui ont été remis en selle depuis trois ans (...) les années 2007-2010 ont vu se reconstituer tous les vieux travers de la relation franco-africaine¹⁹»*. En effet, *« si la Françafrique incestueuse et patrimoniale est morte, celle des réseaux est, elle, toujours bien vivante. A une différence –de taille- près elle est acéphale²⁰ »*. Le premier voyage de Nicolas Sarkozy a eu lieu en juillet 2007 et illustre tout à fait les problèmes liés à son approche des questions africaines. En choisissant de visiter en premier le Sénégal et le Gabon il est loin de suggérer un esprit de changement dans la politique africaine de la France et de justifier ce choix : *« Il n'y a aucune raison d'offenser les amis historiques de la France (...) le Gabon est un partenaire privilégié depuis 1967, quelle que soit la majorité en place en France »²¹*.

Le deuxième évènement majeur du début de mandat de Nicolas Sarkozy reste le discours du Cap en février 2008 annonçant la renégociation de tous les accords de défense et leur publication : *« La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique²² »*. Ce

18 □ François Soudan, « Quand Sarkozy réhabilité Foccart », in *Jeune Afrique*, n°2439, 7 au 13 octobre 2007.

19 □ Op.Cit. , « M. Ruffin : « Le Quai d'Orsay ne pèse plus rien dans les affaires africaines » », in *Le Monde*, 7 juillet 2010.

20 □ « France-Afrique, les nouveaux réseaux », in *Jeune Afrique*, n°2576, du 23 au 29 mai 2010, p.25

21 □ « Afrique : Sarkozy peine à prouver sa « rupture », in *Le Monde*, 29 juillet 2007.

22 « Discours de M. le Président de la République devant le Parlement Sud-Africain », Le Cap, Jeudi 28 février 2008, [en ligne] consulté le 10 août 2010, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/afrique-du-sud_386/france-afrique-du-sud_1013/visites_8303/deplacement-m.-nicolas-sarkozy-afrique-du-sud-28-29.02.08_59999.html

nouveau dispositif serait une réponse plus adaptée à la future organisation militaire de l'Union Africaine et à la vocation interarmées des opérations²³. Pour autant de nombreux Etats africains sont loin d'être favorables à un désengagement de la France qui pourrait les fragiliser. Par ailleurs, l'euphorisation que la France souhaite intégrée à sa politique et dans les nouveaux accords de défense est mal perçue. « *De la Françafrique à l'Eurafrique* »²⁴, telle semble être la position française vis-à-vis de ses anciennes colonies africaines. Nicolas Sarkozy souhaite amener l'UE à s'engager plus massivement en Afrique afin de mutualiser les efforts européens pour une meilleure efficacité d'action. Ce processus est le constat d'une polarisation presque absolue de la diplomatie française sur les questions de construction européenne. En effet, le processus d'intégration a changé la diplomatie française. Paris est plus enclin à développer une stratégie multilatérale. Une stratégie qui ne plait pas aux dirigeants du continent qui préfèrent la politique du tête à tête, alors que la machine européenne peut imposer des sanctions économiques aux Etats non démocratiques. Il convient tout de même de relativiser l'action de Nicolas Sarkozy dans ce processus déjà entamé avant son arrivée au pouvoir. Comme le soulignait Dominique de Villepin en 2003, « *la convention de Cotonou, les sommets Europe-Afrique et la mise en place, aujourd'hui en Ituri, d'une opération militaire européenne, témoignent d'avancées importantes. À Bruxelles, nous appuyons les réflexions menées par le commissaire Nielsen sur le financement d'une capacité africaine de construction de la paix. Nous insistons également pour raccourcir les délais d'intervention post-crise et améliorer l'adéquation des*

23 La politique française de sécurité et de défense en Afrique a toujours été une des composantes majeures de la puissance de la France en Afrique. Les accords de coopération ou d'assistance militaire technique (AMT) concernent 24 États africains : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo et RDC.. Les accords de défense concernent 8 États africains (Cameroun, Togo, Gabon, République centrafricaine, Sénégal, Djibouti, Comores et Côte d'Ivoire). De nouveaux accords "de partenariat de défense" ont été signés avec les quatre premiers pays. Trois autres sont en négociation.

24 La formule est de Michel Barnier, ancien Ministre français des Affaires Étrangères. Cité dans *Jeune Afrique*, n°2274, 12-18 août 2004.

instruments de la Commission, en vue d'un véritable partenariat eurafricain »²⁵. Ou Jacques Chirac en 2005 : « L'Europe ne se désintéresse pas de l'Afrique (...), le cas échéant, la France rappellerait l'Union européenne à ses responsabilités vis-à-vis de son voisin du sud, le continent africain. L'Union européenne a parfaitement conscience qu'elle ne peut pas envisager l'avenir sans avoir un lien fort avec son voisin du sud qui n'est pas seulement l'Afrique du Nord, mais également l'Afrique toute entière »²⁶.

Vers une nouvelle ère dans les relations franco-africaines ?

La légitimité de la France est donc de plus en plus remise en cause. De nombreuses explications peuvent être apportées :

- Les aigreurs suscitées par le raidissement de la politique d'immigration française mesure phare de la campagne du nouveau président français ;
- Le maintien du statu quo politique qui conserve des dictatures, et que le discours de la Baule n'a pas fondamentalement modifié. Sentiment anti-français dans les pays où Paris s'illustre par ses interventions dans les affaires intérieures. D'ailleurs un certain nombre d'interventions ont troublé l'image des forces françaises dans les opinions nationales comme internationales. L'influence française a par exemple subi un puissant revers perdant pied dans la région des Grands Lacs. L'opinion internationale et surtout africaine ont désigné la France comme l'une des nations responsables du génocide. Un lourd fardeau que la France continue de porter. Ces interventions ont contribué à développer la polémique autour de la politique interventionniste française et le nouveau président n'a pas pu s'en détacher. La conduite de N. Sarkozy dans la gestion de la crise tchadienne en février 2008 ou son silence lors de la

²⁵ □ Discours de l'ancien Ministre des Affaires Étrangères, Dominique de Villepin, à l'occasion de l'inauguration du 4^{ème} Forum de l'IHEDN sur le Continent Africain (FICA), 13 juin 2003 à Paris.

²⁶ □ Intervention de Jacques Chirac à la radio-télévision sénégalaise (RTS) le 1^{er} février 2005 à Dakar.

répression des émeutes au Cameroun²⁷ s'est caractérisée par les « mauvaises manières » du passé : omnipotence de l'Elysée, clientélisme, et logiques affectives. Un ensemble bien trop éloigné du nécessaire pragmatisme que demandait la politique d'influence d'envergure qui préfigurait dans les discours. Inversement, il apparaît que ces interventions ont fait de la France un pays dont l'influence sur les gouvernements amis reste importante et que les forces françaises contribuent largement aux tentatives internationales de stabilisation ;

- Un désengagement matériel certain : diminution importante du budget depuis 10 ans, diminution importante du nombre de coopérants et d'experts et le discours du Cap de Nicolas Sarkozy a confirmé la tendance. Une nouvelle fois il faut nuancer ce désengagement matériel qui a débuté sous le gouvernement de Lionel Jospin. En effet, entre 1995 et 2000 le nombre de ressortissants français chute et les effectifs militaires prépositionnés sont passés de 8 000 à 5 000 hommes avec notamment la fermeture des bases en Centrafrique. Les observateurs ont souligné que cette baisse des moyens a « *affaibli la légitimité française auprès des Africains* » qui ont pu croire à un retrait de la France des affaires africaines.

Actuellement nous vivons une période de transition car nous assistons à la fin d'une génération de politiciens formés en France ce qui entraîne une recomposition de la classe politique africaine. Ainsi de nouveaux acteurs émergents, déconnectés de l'ancienne génération s'affirment au fur et à mesure que le pluralisme politique devient une réalité. Les nouvelles élites sont mécontentes des relations paternalistes avec l'ancienne métropole que le discours de Dakar a confirmées. De nombreux dirigeants ne souhaitent pas moins de la France, ils la veulent autrement. Denis Sassou N'Guesso, lorsqu'il propose un pacte africain de non-agression explique : « *L'impuissance de notre continent à prévenir les crises et à réduire les conflits qui l'ensanglantent se double de l'humiliation de devoir faire appel aux anciennes puissances coloniales, la France au premier chef, mais aussi la Grande-Bretagne, pour y mettre un terme. Le manque de*

27 □ En février 2008, les jeunes camerounais contestaient contre la possibilité pour le président Paul Biya de pouvoir briguer un nouveau mandat.

moyens logistiques et militaires n'est pas seul en cause. L'absence de détermination politique est notre plus gros handicap. Elle est la raison principale de notre impuissance. Notre volonté à nous, chefs d'États africains, de résoudre politiquement les conflits n'est pas toujours affirmée avec la force et la cohésion que les situations exigent. Nos engagements régionaux ou continentaux restent le plus souvent lettre morte, dans la mesure où, faute d'une perception claire de notre avenir commun, d'une vision objectivement partagée nous impliquant dans les affaires africaines, ils ne procèdent généralement que d'intérêts immédiats et d'une rhétorique vide de sens ».

Ils souhaitent des rapports plus tournés vers l'économie et le développement ce que leur promet la Chine avec son discours gagnant-gagnant. Les pays francophones recherchent une diversification de leurs relations, via de nouveaux accords bi- et multilatéraux. Des pays comme la Chine offre aux pays africains « une nouvelle manière de faire du business ²⁸» par l'absence de conditionnalité politique et économique et une diplomatie de la non ingérence. La perception de ce modèle par les élites africaines est nourrie par l'impression d'une fermeture des Européens. En outre, dans les décennies à venir, le véritable problème sera celui des opinions publiques. En effet, les leaders africains tentent de mener des Etats qui sont mal définis et où l'autochtonie est encore un sujet de discorde. La tentation de la dramatisation des crises et de la démagogie antioccidentale agira comme un recours.

Pour Jean-Paul Gourévitch : « *les dirigeants de l'Afrique francophone, confrontés à une situation économique aléatoire, et à une opinion publique revendicative, s'arc-boutent sur quatre principes qu'ils arborent comme des conditionnalités de leur développement.* » Selon l'universitaire ces devoirs seraient :

- Pour l'ancien pays colonisateur d'aider les pays qu'il a utilisé économiquement et humainement pendant les années de colonisation. En mai 2007, Nicolas Sarkozy se faisait siffler à Bamako lorsqu'il a affirmé que « *la France n'a pas économiquement besoin de l'Afrique²⁹* », vu sa part dérisoire dans le commerce extérieur français. Force est de constater que si la France reste dans les premiers donateurs en volume, les 14 pays

²⁸ Propos de l'ancien ministre Rwandais des finances M. Donald Kaberuka.

²⁹ Discours de Bamako, mai 2006.

francophones n'ont recueilli en 2009 que 18% (1,448 milliard d'euro) de l'aide. En outre, les relations économiques avec le continent se sont distendues et l'Afrique a vu sa part dans les exportations françaises passer de 8,7% dans les années 1970 à 5% en 2010 ;

- D'être le porte parole des intérêts africains à l'international, position soutenue par Nicolas Sarkozy tant au sommet de Copenhague sur le climat où la France et les pays africains ont publié leurs propositions en vue d'un accord qui tâchent de résorber le désaccord Nord-Sud³⁰, de même lors du sommet Afrique-France en mai 2010 N. Sarkozy a déclaré : *"Il faut être prêt à faire une place à l'Afrique dans la gouvernance mondiale. (...) Aucun, absolument aucun des grands problèmes auxquels notre monde est confronté ne pourra trouver de solution sans la participation active du continent africain [il est] absolument anormal que l'Afrique ne compte aucun membre permanent au Conseil de sécurité"*³¹, sous les applaudissements. Il a également promis des *"initiatives"* lors de la présidence française du G8 et du G20 en 2011³²;
- La reconnaissance d'une préférence francophone et la défense d'une culture commune face à la domination anglo-saxonne. Bien que la Francophonie soit un instrument de rayonnement culturel elle cherche de plus en plus à se développer vers la politique ou l'économie. La Francophonie permettrait à la France d'exercer une certaine forme d'influence sur les pays membres de l'organisation. Par contre, l'influence exercée par l'organisation vis-à-vis des pays non membres est plus faible ;
- Et faciliter les échanges (transferts de fonds, circulation des personnes) vers la métropole française où la diaspora d'Afrique subsaharienne est conséquente

30 □ « La France et l'Afrique esquissent un projet d'accord pour Copenhague », in *Le Monde*, 15 décembre 2009.

31 □ « Allocution du Président à l'occasion de la séance d'ouverture du XXVème Sommet Afrique-France », 31 mai 2010, [en ligne], consulté le 10 août 2010, <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2010/allocution-du-president-a-l-occasion-de-la.9010.html>

32 Les dirigeants africains veulent "une place dans la gouvernance mondiale", in *Le Monde*, 31 mai 2010.

Conclusion

Depuis 20 ans, la France, avec des politiques pleines de bonnes intentions mais qui se sont souvent révélées ne pas être en adéquation avec son pragmatisme de terrain, a assurément perdu une grande partie de la confiance des Africains. Alternant volontarisme, désengagement et attentisme, elle a sérieusement brouillé son image tant sur le continent qu'auprès de la communauté internationale.

Les différents gouvernements, et surtout les différents présidents français, se sont progressivement déconnectés des réalités d'une Afrique en pleine mutation. Entretenant des relations de forte proximité, avec leurs homologues africains (eux-mêmes coupés de leurs populations), ils n'ont pas su les inciter à impulser de véritables politiques de développement ou une amélioration de la redistribution des richesses produites. De plus, dans les esprits, les coups d'État ou les transitions « fantaisistes » restent toujours associés à une activité souterraine française.

Ainsi, les populations africaines se reconnaissent de moins en moins dans les actions politiques françaises en Afrique. Ce constat est surtout vrai pour une jeune génération urbaine qui se retrouve aujourd'hui sans perspectives d'avenir. Cette jeunesse frustrée et désœuvrée trouve en la France le responsable de tous ses maux. Se développe alors un sentiment anti-français qui est bien souvent instrumentalisé ou récupéré par des dirigeants et des meneurs populistes sans scrupules. Ces derniers utilisent ce sentiment pour tirer profit de l'exacerbation de la concurrence en Afrique entre grandes puissances.

À la France de gagner le cœur des Africains par des actions plus en adéquation avec les aspirations de la jeunesse africaine ; à la France de « pousser vers la sortie » les « dinosaures » africains dont la présence rappelle les pires collusions et la « France-à-frique » ; à la France de favoriser les pays qui se sont engagés dans la voie de la démocratie ...

Les relations franco-africaines vivent une période de transition pourtant il semble que la France n'a toujours pas de vision concrète pour le continent. 15 ans après nous pourrions

reprendre la conclusion de Roland Marchal dans son article « La France en quête d'une politique africaine ? » : « (...) *l'impression dominante est celle de l'absence de marques et de références précises (...) A une attitude de rupture face aux réseaux, répond le retour des émissaires personnels, des relations privilégiées et de la pathologie classique des relations franco-africaines. A la nécessité de l'Etat de droit en Afrique, affirmée sur tous les tons, répond le soutien sans faille à des présidents qui utilisent les moyens les plus contestables pour demeurer au pouvoir. (...) la véritable interrogation porte sur les hommes politiques aujourd'hui au pouvoir qui n'ont pas encore fait ou assumé leur choix et acceptent une gestion au jour le jour comme succédané à la politique ambitieuse qu'ils avaient promise.* »

Finalement l'écart entre ce qui est attendu de la France et ce qu'elle offre est trop grand. Le changement viendra des nouvelles élites africaines qui voient déjà une opportunité à la multiplication des interlocuteurs. La France est déjà perçue dans certains pays comme un partenaire presque comme les autres.

Bibliographie

BLANCHARD, Marianne, MONNET, Emmanuel et SCHLESINGER, Mathieu. "La politique de la France en Afrique : faut-il lâcher l'Afrique ?", Colloque prononcé à l'École Normale Supérieure - Association Pollens, 29 octobre 2003.

GOUREVITCH, Jean-Paul, « L'Afrique noire mise hors jeu dans le challenge UPM. L'Afrique et l'UPM : carton jaune pour la France ? », *Géostratégiques*, n°25, 2009, p.71.

HOCHE, Christian. « Le testament africain », *L'Express*, 10 novembre 1994.

HUGON, Philippe, « Où en est-on de la « Françafrique » ? », *Revue internationale et stratégique*, 1/2010, n°77, p. 163.

MARCHAL, Roland, « La France en quête d'une politique africaine ? », *Politique étrangère* n°4, 1995, p.915

MARCHESIN, P, « Mitterrand l'Africain », *Politique africaine*, n°58, juin 1995, p.5-24

MBEMBE, Achille, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », 5 août 2007, (<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article2183>).

THIAM, Assane, (pseudonyme), « La politique africaine de Nicolas Sarkozy : rupture ou continuité ? » *Politique Etrangère*, n°4, 2008, p.878.